

Développements macroéconomiques récents

L'économie érythréenne s'est remise de multiples chocs, notamment les invasions de criquets pèlerins et la COVID-19, pour connaître une croissance de 2,9 % en 2021, après une contraction de 0,6 % en 2020. La croissance a été tirée du côté de l'offre par l'industrie et les services et du côté de la demande par la consommation privée et l'investissement. La hausse de la demande mondiale et des prix des métaux a stimulé l'industrie, cependant, du fait des mesures de restriction appliquées sur les secteurs de l'hôtellerie, du tourisme, des transports et du commerce, la contribution des services à la croissance en 2021 a été inférieure à celles d'avant la pandémie. La stabilité des chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales a permis de réduire l'inflation à 4,3 % en 2021, contre 4,8 % en 2020.

Le secteur financier est petit, basé sur les banques, et offre une gamme limitée de services financiers. Le déficit budgétaire s'est réduit à 4,0 % du PIB en 2021, contre 4,4 % en 2020, reflétant l'assainissement budgétaire et une reprise progressive des recettes publiques avec la reprise économique, son financement étant assuré par un prélèvement sur les dépôts du gouvernement auprès de la Banque centrale. Le ratio dette publique/PIB s'est réduit de 9,1 points de pourcentage par rapport à 2020, pour s'établir à 175,6 % en 2021 ; le pays reste en situation de surendettement. L'excédent du compte courant s'est élargi à 13,5 % du PIB en 2021, contre 11,4 % en 2020, en raison de la hausse de la demande mondiale et des prix des métaux (les métaux représentent environ la moitié des exportations totales). Les réserves internationales ont été estimées à 4 mois de couverture des importations en 2020.

Perspectives et risques

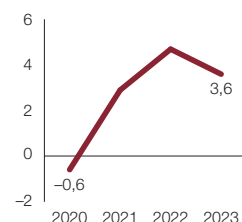
La croissance du PIB devrait atteindre 4,7 % en 2022 et à 3,6 % en 2023, en raison de la hausse des prix internationaux des métaux. La croissance sera tirée par l'industrie et les services, ainsi que par la consommation et l'investissement privés. Les fluctuations des prix des matières premières constituent un risque à la baisse majeur, ce qui plaide en faveur d'une augmentation de la valeur ajoutée et d'une diversification des exportations. La hausse des prix des

denrées alimentaires et du pétrole, déclenchée par le conflit Russie-Ukraine, devrait faire grimper l'inflation à 6,2 % en 2022 avant de la faire retomber à 3,5 % en 2023. L'assainissement budgétaire et l'augmentation des recettes publiques provenant des exportations de métaux devraient permettre de réduire le déficit budgétaire à 1 % du PIB en 2022 et générer un excédent de 0,1 % en 2023, l'excédent du compte courant se stabilisant à 13,5 % du PIB en 2022 et à 13,3 % en 2023. L'allocation de DTS de 21,51 millions USD (0,9 % du PIB et 2,2 % des réserves internationales), enregistrée à la Banque centrale, devrait renforcer les réserves internationales.

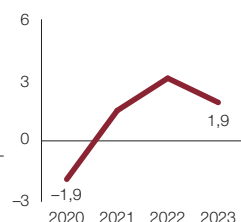
Changement climatique et options de politiques publiques

L'Érythrée est très sensible au changement climatique, notamment au phénomène climatique El Niño. De 2008 à 2021, l'Érythrée a connu cinq grandes sécheresses, qui ont touché plus de 3,3 millions de personnes. Sa dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, en l'absence d'une politique intégrée d'agriculture intelligente face au climat, a accru la déforestation, la dégradation des sols et la vulnérabilité des petits exploitants agricoles. L'Érythrée est classée au 178^e rang sur 181 pays dans l'Indice global d'adaptation de Notre Dame (ND-GAIN) 2019, et classée 130^e sur 180 pays dans l'Indice de risque climatique global 2021 (IRC). Les plans d'adaptation et d'atténuation du climat sont décrits dans la Contribution déterminée nationale (CDN) 2021, qui s'engage à réduire les émissions de GES de 12,6 % sans condition et de 38,5 % avec le soutien international d'ici 2030. La CDN a identifié l'agriculture, les ressources marines, la santé, l'eau et les ressources terrestres comme les secteurs les plus vulnérables, et propose la réhabilitation des terres dégradées, l'introduction de solutions de cuisson économes en énergie et de systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnant à l'énergie solaire, ainsi que la promotion de systèmes de gestion intégrée des zones côtières et marines. La transition vers les énergies renouvelables est tout aussi essentielle étant donné la dépendance du pays à l'égard des centrales thermiques à énergie fossile pour la production d'électricité. La mise en œuvre de la CDN coûtera environ 7 milliards USD, ce qui nécessitera un financement climatique innovant.

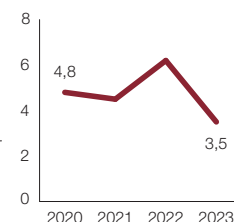
Taux de croissance du PIB réel (%)



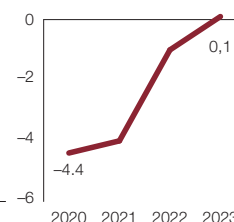
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



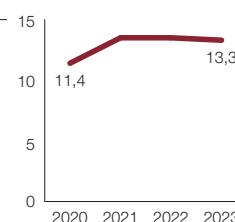
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.